

**Assemblée générale**

Distr. générale
28 février 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante et unième session,
29 août-2 septembre 2011**

N° 30/2011 (Arabie saoudite)

Communication adressée au Gouvernement le 8 février 2011

Concernant: Saleh bin Awad bin Saleh Al-Hweiti

L'État n'est pas partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. M. Al-Hweiti, d'origine bédouine, né en 1964 à Riyad, en Arabie saoudite, est un apatride («bidoun» en Arabie saoudite) qui, malgré les nombreuses demandes qu'il a déposées, n'a jamais obtenu la nationalité saoudienne. Il est membre du mouvement réformiste, qui appelle à une réforme constitutionnelle pacifique en Arabie saoudite. Selon les informations communiquées, M. Al-Hweiti, sous le pseudonyme d'«Akhu Saad», a publié de nombreux poèmes consacrés à la situation des bidouns et aux injustices que leur feraient subir les autorités saoudiennes en raison de leur absence de statut juridique.

4. La source a rapporté que le 30 avril 2003, après une lecture de certains de ses poèmes sur une station de radio proche du mouvement réformiste, M. Al-Hweiti a été appréhendé au domicile de son frère, à Riyad, par des agents en civil des services de renseignements et de sécurité du Ministère saoudien de l'intérieur, Al-Mabahith. D'après les informations communiquées, il lui a fallu attendre juillet 2003 pour obtenir l'autorisation de recevoir une première visite de sa famille. À cette occasion, il l'a informée qu'il avait été condamné, à l'issue d'un procès sommaire, à onze mois de prison pour diffamation envers des gouverneurs et d'autres représentants de l'État. Selon la source, en réponse à un appel urgent du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, le Gouvernement a indiqué que M. Al-Hweiti était détenu «sur la base de charges liées à des questions de sécurité (renvoyant à des activités terroristes)», sans apporter de précision quant aux fondements juridiques de sa détention ni à l'infraction qu'il aurait commise. La source en conclut que ces charges étaient fabriquées de toutes pièces et révèlent que les garanties d'un procès équitable n'ont pas été respectées. M. Al-Hweiti n'aurait jamais bénéficié des services d'un avocat et les audiences se seraient déroulées à huis clos. Après la visite de sa famille, M. Al-Hweiti a été transféré dans la prison de la Sûreté de l'État d'Al-Hayr, où il a été incarcéré jusqu'au 23 avril 2007.

5. Le 23 avril 2007, près de quatre ans après avoir fini de purger sa peine, M. Al-Hweiti a été libéré. D'après les informations communiquées, il a fait une demande de papiers d'identité pour pouvoir traverser le pays et rejoindre sa famille à Riyad. On lui a dit de rester dans la région de Tabuk et d'attendre jusqu'à nouvel ordre. Le 29 avril 2007, il a été convoqué par les services locaux d'Al-Mabahith. Comme il ne rentrait pas, ses proches ont cherché à obtenir des informations sur son sort. On leur a indiqué qu'il avait été appréhendé à nouveau et placé dans le centre de détention de Taif, dans la province de La Mecque. Selon les renseignements reçus, ils ont dû attendre un mois après sa nouvelle arrestation avant de recevoir un appel de lui. Il n'était apparemment pas autorisé à parler librement, notamment à leur dire où il se trouvait ni quelles étaient ses conditions de détention. D'après les informations reçues, on lui a permis d'appeler ses proches une deuxième fois le 31 janvier 2008. Il leur a appris qu'il avait été torturé et qu'il était détenu à l'isolement depuis sa nouvelle arrestation. Il n'avait apparemment pas reçu de soins médicaux adaptés. Au cours d'un appel ultérieur, au début du mois de juin 2008, il leur a dit qu'il avait des fractures du crâne et la mâchoire cassée. Il était alors incarcéré dans la

prison de la Sûreté de l'État de Jeddah. Ses proches ont demandé à plusieurs reprises son transfèrement à Riyad, mais en vain. De plus, selon la source, des aides sociales leur ont été retirées et ils ont connu des difficultés financières.

6. D'après la source, le 1^{er} février 2009, M. Al-Hweiti a été réveillé et emmené à la Direction des affaires civiles, où des papiers d'identité lui ont été remis. Le 25 avril 2009, il a été transféré à Riyad. Le 25 mai 2009, soit deux ans après sa deuxième arrestation, il a comparu à la première audience de son deuxième procès. Une deuxième audience a été reportée à la demande du procureur, puis M. Al-Hweiti a été renvoyé au centre de détention de Jeddah. En septembre 2009, il aurait été condamné à cinq ans d'emprisonnement à compter de la fin de sa première peine, le 30 mars 2004. Par conséquent, l'exécution de sa seconde peine aurait dû s'achever le 30 mars 2009.

7. Vers la fin de l'année 2009, la famille de M. Al-Hweiti a appris qu'il avait été transféré dans la prison d'Al-Hayr, où il était, semble-t-il, toujours détenu à l'isolement. Malgré de nombreuses demandes, elle n'a été autorisée à lui rendre visite qu'en mars 2010. D'après les informations communiquées, M. Al-Hweiti s'est plaint de l'absence de soins médicaux, de la surpopulation carcérale, du fait qu'il n'était pas autorisé à sortir à l'air libre et de la mauvaise ventilation des locaux, propice à la propagation des maladies. Il a été de nouveau transféré à Jeddah à la mi-août 2010, puis au centre de détention de Taif peu après.

8. Le 20 août 2010, M. Al-Hweiti a comparu devant un comité qui l'a interrogé sur la manière dont il s'y était pris pour obtenir ses papiers d'identité. Il lui a été demandé de révéler le nom des personnes qui l'avaient aidé. Ces séances d'interrogatoire se seraient poursuivies pendant plusieurs mois.

9. Selon les informations reçues, M. Al-Hweiti a été condamné à deux reprises à l'issue d'audiences à huis clos, en violation des articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. D'après la source, il n'a jamais bénéficié des services d'un conseil, ni au cours de sa première période de détention, ni depuis sa deuxième arrestation, en avril 2007.

10. La source fait valoir que la première arrestation de M. Al-Hweiti est survenue après la diffusion de certains de ses poèmes par une station de radio étroitement liée au mouvement réformiste, qui a mentionné le pseudonyme sous lequel les poèmes avaient été publiés. La source affirme que la privation de liberté de M. Al-Hweiti est directement liée au fait qu'il ait exercé pacifiquement le droit à la liberté d'opinion et d'expression garanti à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Selon la source, M. Al-Hweiti n'a pas pu contester la légalité de sa détention devant un tribunal compétent. De plus, il n'a jamais eu la possibilité de faire appel des peines prononcées à son encontre.

Réponse du Gouvernement

11. Le Groupe de travail a transmis les allégations ci-dessus au Gouvernement saoudien et lui a demandé de donner, dans sa réponse, des informations détaillées sur la situation actuelle de M. Al-Hweiti ainsi que des explications quant aux dispositions légales justifiant son maintien en détention.

12. Le Groupe de travail regrette de ne pas avoir reçu de réponse du Gouvernement; il aurait apprécié sa coopération.

Délibération

13. Conformément à ses méthodes de travail révisées, le Groupe de travail considère qu'il est en mesure de rendre son avis sur la base des informations qui lui ont été communiquées.

14. Compte tenu des renseignements donnés, que le Gouvernement n'a pas contestés, les arrestations et périodes de détention successives de M. Al-Hweiti font apparaître un certain nombre de points importants à examiner par le Groupe de travail. En l'espèce, l'absence de notification des raisons justifiant ces arrestations et périodes de détention, les procédures judiciaires tardives et sommaires débouchant sur des périodes d'emprisonnement sans possibilité de recours aux services d'un avocat et les transfèrements fréquents entre des lieux de détention éloignés du domicile familial sont autant de graves sujets de préoccupation. Il convient également de mentionner les allégations faisant état de conditions de détention très dures et de graves mauvais traitements, de l'absence de défense en bonne et due forme et de respect des garanties d'une procédure régulière, et surtout d'une incarcération pour exercice de la liberté d'opinion et d'association. Enfin, en tant que personnes apatrides présentant des caractéristiques des populations nomades, M. Al-Hweiti et sa famille sont un groupe vulnérable nécessitant une protection particulière.

15. Bien que le Gouvernement saoudien n'ait pas apporté de réponse aux allégations de la source, le cas de M. Al-Hweiti, compte tenu des faits rapportés, s'inscrit apparemment dans une tendance constatée par le Groupe de travail dans le cadre des affaires concernant l'Arabie saoudite dont il a été saisi précédemment. Ainsi, les avis n^{os} 36/2008, 37/2008, 22/2008, 21/2009, 2/2011, 10/2011, 11/2011, 17/2011, 18/2011 et 19/2011 portaient tous sur des personnes qui avaient été arrêtées et placées en détention sans mandat et n'avaient pas été déférées à un magistrat dans les délais prévus, n'avaient pas été autorisées à consulter un avocat et n'avaient pas été jugées. Dans la majorité des cas, ces personnes avaient été arrêtées après avoir exprimé leur opinion sans violence; dans d'autres, elles avaient été appréhendées au nom de raisons de sécurité formulées dans des termes vagues. Il convient donc de souligner que le cas de M. Al-Hweiti s'inscrit dans cette tendance au non-respect des droits fondamentaux, notamment ceux garantis par les articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

16. D'après les informations communiquées par la source, il apparaît que les agents qui ont appréhendé M. Al-Hweiti ont utilisé son nom de plume, ce qui conduit à penser qu'il a été arrêté et placé en détention pour avoir exercé son droit à la liberté d'opinion et avoir appelé dans ses poèmes à des réformes constitutionnelles pacifiques.

17. Il apparaît également qu'au-delà de son maintien en détention, la «peine» infligée à M. Al-Hweiti a été encore alourdie par le retrait des aides sociales dont sa famille bénéficiait. Bien que cet acte ne soit pas directement lié à la détermination du caractère arbitraire de la détention de M. Al-Hweiti, il convient de le relever car il accentue les contraintes psychologiques et émotionnelles auxquelles M. Al-Hweiti est soumis dans le cadre de sa détention. Le Groupe de travail note avec une vive préoccupation l'absence de transparence et le non-respect des garanties prévues par la loi qui ont marqué les procès successifs de M. Al-Hweiti.

18. Le Groupe de travail souligne que le droit international coutumier interdit la détention arbitraire. Des sources faisant autorité l'ont reconnue comme une norme impérative du droit international ou *jus cogens* (voir l'Observation générale n^o 29 (2001) du Comité des droits de l'homme sur les états d'urgence), que le présent Groupe de travail utilise comme référence lorsqu'il rend ses avis. L'arrêt rendu le 30 novembre 2010 par la Cour internationale de Justice dans l'affaire *Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)* et plus particulièrement les vues exprimées par le juge Cançado Trindade sur l'interdiction de l'arbitraire dans le droit international coutumier* servent de modèle au Groupe de travail. La jurisprudence des décisions

* Voir l'arrêt rendu le 30 novembre 2010 par la Cour internationale de Justice dans l'affaire *Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)*, par. 79; voir également l'opinion individuelle du juge Cançado Trindade, par. 107 à 142.

exprimées dans les avis du présent Groupe de travail et des autres titulaires de mandat au titre des procédures spéciales des Nations Unies constitue également une référence sur laquelle le Groupe se base pour rendre ses avis.

Avis et recommandations

19. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation de liberté de M. Al-Hweiti à plusieurs reprises et son maintien en détention sont arbitraires, en ce qu'ils sont dénués de fondement juridique et contraires aux articles 9, 10 et 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et relèvent des catégories I, II et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

20. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement saoudien de libérer M. Al-Hweiti immédiatement et de prendre les mesures nécessaires pour rendre sa situation compatible avec les normes et principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

21. Compte tenu des effets dommageables de cette arrestation et de cette détention injustifiées, le Groupe de travail demande au Gouvernement saoudien d'accorder des réparations adaptées à M. Al-Hweiti et à sa famille.

22. Compte tenu des allégations faisant état de mauvais traitements infligés à M. Al-Hweiti au cours de sa détention, le Groupe de travail porte cette affaire à l'attention du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

23. Le Groupe de travail encourage vivement le Gouvernement saoudien à ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

[Adopté le 30 août 2011]
